

Coup de force à Beyrouth

Liban Après une semaine de violences meurtrières opposant la coalition gouvernementale au Hezbollah, le rapport de force est désormais inversé au profit du Hezbollah.

Mercredi 7 mai, de violents affrontements éclatent à Beyrouth opposant les miliciens de l'opposition appuyés par la Syrie et l'Iran aux paramilitaires de la coalition gouvernementale soutenue par l'Occident et la majorité des pays arabes. Très vite, les miliciens du Hezbollah prennent le contrôle de Beyrouth ouest. Alors que la capitale connaît une accalmie dès le 10 mai avec le gel par l'armée des mesures gouvernementales à l'origine du conflit, les combats s'étendent déjà en dehors de Beyrouth : à Tripoli dans le nord, dans le Chouf ainsi que dans la région montagneuse d'Aley et Choueifat. Le pays s'embrase. Finalement, les affrontements diminuent lundi 12 mai et l'armée semble reprendre le contrôle de la situation, même si des heurts sporadiques auront encore lieu à Tripoli. Le lendemain, l'armée se tient enfin prête à utiliser la force contre toute présence d'hommes armés et poursuit son déploiement à travers le pays. Pendant une semaine donc, le pays du cèdre a connu la flamme de violence la plus grave depuis la guerre civile (1975-1990). Bilan : plus de 60 morts, un fossé entre sunnites et chiites toujours plus profond, et, en prime, un renversement du rapport de force au profit du Hezbollah.

L'ombre de la guerre civile

LES COMBATS ONT OPPOSÉ les partisans des deux mouvements dits du 8 et du 14 mars, en référence aux manifestations respectivement pro et anti-syriennes de 2005 qui avaient eu lieu suite à l'assassinat de l'ancien Premier ministre sunnite Rafic Hariri. La

crise qui en était résultée avait en effet remis en cause la tutelle de la Syrie sur le Liban pour aboutir au retrait des troupes syriennes. Ce sont ces mêmes mouvements qui se livrent un bras de fer acharné, en particulier depuis la démission en novembre 2006 des cinq ministres d'opposition représentant la communauté chiite, plongeant le pays dans une grave crise politique. Le mouvement dit du 8 mars, dans l'opposition, compte parmi ses ténors Hassan Nasrallah, à la tête du Hezbollah chiite, Nbihi Berri du parti chiite Amal ainsi que le général maronite Michel Aoun du Courant Patriotique libre. Quant au mouvement dit du 14 mars qui forme la majorité parlementaire anti-syrienne menée par Fouad Siniora, il a pour piliers le chef du Courant du futur Saad Hariri, fils de Rafic Hariri, le druze Walid Joumblatt du Parti socialiste progressiste et les maronites Samir Geagea et Amine Gemayel. Coup de force inattendu : vendredi 9 mai, deux jours après le début des violences, les milices de l'opposition parviennent à fermer quatre médias appartenant à la famille de Saad Hariri. Le siège du quotidien *Al Moustaqbal* est la cible de tirs de roquettes tandis que les locaux des chaînes Future TV et Future News et de Radio Orient sont encerclés par des miliciens menaçant de tirer si la diffusion se poursuivait. Cette manœuvre est une réaction aux décisions annoncées mardi 6 mai par le gouvernement de muter le chef de la sécurité de l'aéroport accusé d'espionnage au profit du Hezbollah et de déclarer illégal le réseau de télécommunication du parti chiite. Deux décisions qui ont été accueillies par le Hezbollah comme une

Jeunes chiites libanais en position de combat, à Beyrouth, le 8 mai 2008.

«déclaration de guerre», d'autant que Nasrallah avait fait savoir que le réseau de télécommunication était partie intégrante de ses moyens de défense contre l'Etat hébreu. La tournure que prennent les événements montre à quel point le Hezbollah est un Etat dans l'Etat, voire un Etat en passe de devenir plus puissant que l'Etat central.

L'armée discréditée

AUTRE CHANGEMENT MAJEUR : contrairement à ce qu'il affirmait jusque là, le Hezbollah s'est mêlé des affaires internes du Liban et a pris les armes à l'intérieur du pays. Il semble que le parti chiite, en s'attaquant à Beyrouth ouest où le Courant du Futur est très fort politiquement, veut donner un signe fort à la majorité parlementaire.

Mais le changement du rapport de force au profit du Hezbollah ne signifie pas non plus qu'il soit gagnant sur tous les fronts. Prendre les armes contre des Libanais est dangereux dans un pays ravagé par quinze ans de guerre civile. La sympathie dont jouissait le Hezbollah après avoir chassé l'ar-

mée israélienne du Liban sud en 2000 et après avoir résisté à Israël l'été 2006 est largement entamée. Et pour cause : le fracas des armes rappelle de terribles souvenirs.

Le plus inquiétant par ailleurs reste l'attitude de l'armée. Traditionnellement chargée du maintien de l'ordre, l'armée ne s'est pas impliquée dans les combats. Son commandant en chef, le général Michel Sleimane, a expliqué cette neutralité par un risque de division de l'armée. Mais pour Samir Geagea, chef du parti des Forces libanaises, il ne sert à rien de chercher à sauvegarder l'unité de l'armée «alors que le pays tout entier est menacé d'éclatement». Selon lui, le meilleur moyen de maintenir la cohésion est de lui faire assumer ses responsabilités. D'autres encore sont passés de la question de l'ambiguïté de son comportement à celle de sa capacité même à tenir tête au Hezbollah. Profitant d'un retour au calme, une délégation de la Ligue arabe s'est rendue mercredi 14 mai sur place pour tenter de rassembler les différentes parties autour de la table des négociations. Le gou-

vernement a annoncé l'annulation des deux mesures prises contre le Hezbollah. En échange, celui-ci devrait lever les barrières maintenues dans le cadre d'une campagne de «désobéissance civile», comme celui qui bloque la route de l'aéroport de Beyrouth, de facto fermé depuis le 8 mai. La majorité

Traditionnellement chargée du maintien de l'ordre, l'armée ne s'est pas impliquée dans les combats.

réclame également un engagement solennel du Hezbollah «à ne pas utiliser ses armes contre les Libanais», alors que le parti chiite a toujours refusé d'abandonner son arsenal, justifié selon lui par la lutte contre Israël.

Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est saisi mercredi de la situation au Liban. En atten-

dant, l'élection présidentielle qui devait se tenir mardi 13 mai a été reportée pour la 19ème fois et le pays du cèdre reste plus que jamais le théâtre de luttes régionales. Alors que les Etats-Unis accélèrent leurs livraisons régulières d'équipement militaire à l'armée libanaise, le président américain George W.

Bush a apporté son «ferme» soutien au gouvernement Siniora, tout en pointant du doigt l'Iran. Selon des sources égyptiennes, un navire de guerre américain aurait franchi le canal de Suez pour pénétrer en Méditerranée. A suivre.

AMINA BOUBIA

